



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la quarante-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 27 octobre 1969,  
à 15 h 5

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
Point 4 de l'ordre du jour :	
Rapports du Groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ( <i>fin</i> ) . . . . .	13
Point 9 de l'ordre du jour :	
Procédure pour l'examen du rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance . . . . .	18
Organisation des travaux . . . . .	20

Président : M. Raymond SCHEYVEN (Belgique).

## POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (*fin*) [E/4746]

1. M. DECASTIAUX (Belgique) estime que les chiffres cités dans les résumés des rapports annuels du Groupe de la Banque mondiale transmis par le document E/4746 montrent bien l'étendue de la tâche du Groupe et l'ampleur de ses activités.

2. La politique de population est une question importante et délicate du point de vue économique et social au sujet de laquelle la délégation belge a maintes fois exprimé son avis devant diverses instances internationales. La limitation de la population est une question qui relève manifestement de la compétence des gouvernements, mais aussi, à strictement parler, de l'individu. Il s'agit d'un problème auquel on peut proposer, mais non imposer, des solutions. On ne peut refuser à l'individu le droit d'être informé de la question, car ce n'est qu'ainsi qu'il pourra prendre des décisions bien pesées, mais personnelles.

3. La Belgique a toujours préconisé l'établissement d'un équilibre entre le développement industriel et le développement agricole et elle doute qu'il soit sage de considérer l'industrialisation comme une panacée universelle. Dans la déclaration qu'il a faite à la 1639<sup>ème</sup> séance, le Président de la Banque a préconisé l'instauration d'un équilibre plus réaliste entre le développement rural et le développement urbain, et il a fait valoir qu'il fallait freiner l'exode incessant des populations rurales vers les villes.

4. La délégation belge fait siennes les observations formulées par les orateurs précédents en ce qui concerne l'importance capitale de l'enseignement à tous les niveaux.

5. La délégation belge s'associe aussi aux observations du représentant de la Yougoslavie en ce qui concerne les taux

d'intérêt élevés que les pays en voie de développement acquittent sur les prêts dont ils bénéficient. C'est en raison de l'inquiétude qu'elle éprouve à ce sujet que la Belgique a participé à la reconstitution des ressources de l'IDA.

6. La décision de M. McNamara d'asseoir les travaux de la Banque sur un plan quinquennal ne laisse pas d'être satisfaisante, car faute d'une organisation rationnelle il est difficile de parvenir au succès. Enfin, il est réconfortant aussi de noter que la Banque entretient des rapports étroits avec les institutions spécialisées, car il est nécessaire de coordonner les activités pour favoriser le développement.

7. M. ROUAMBA (Haute-Volta) constate que la Banque internationale a tenu sa promesse de ne pas succomber à la paralysie générale qui semble affecter les efforts d'assistance dans tant de parties du monde. Après avoir procédé à une analyse des tendances, des perspectives et du financement du développement, la Banque a donné à ses opérations une nouvelle orientation qui lui permet de mieux remplir son rôle d'institution de développement et elle a instauré des réformes profondes sur le plan de son action financière, de la nature et de l'ampleur de ses interventions et de ses perspectives d'avenir. Le fait que l'Afrique qui, au cours de l'exercice 1968/1969 a reçu environ 20 p. 100 du total des prêts de la Banque, se soit vu accorder une place de choix dans le programme d'activités du Groupe laisse bien augurer de l'avenir. C'est avec satisfaction que l'on note aussi que, dans le cadre de ses activités, la Banque s'efforce de faire en sorte que les pays en voie de développement ne souffrent pas trop des difficultés de balances des paiements et des crises monétaires que connaissent les pays industrialisés, que le volume, la nature et les conditions de l'aide accordée aux pays les plus pauvres soient améliorés, que le fardeau de leur dette soit allégé et que les cours des produits de base soient stabilisés.

8. La délégation voltaïque se félicite de l'attention que la Banque manifeste à l'égard de l'agriculture, de l'enseignement, des services publics tels que transports et énergie, approvisionnement en eau, télécommunications et tourisme. Elle note aussi avec satisfaction l'importance que la Banque accorde à l'assistance technique et à la coordination de ses activités avec celles des institutions spécialisées. Elle est convaincue que la Banque abordera le problème délicat de la croissance démographique avec la circonspection qui s'impose et elle n'a aucune objection à la création d'un département des projets démographiques.

9. Tout en sachant gré à la Banque de ses travaux, la délégation voltaïque éprouve quelques inquiétudes à propos de trois aspects. Le premier est la hausse des taux d'intérêt : s'ils continuent de progresser, les pays en voie de développement se trouveront confrontés avec des problèmes insurmontables. La politique de la Banque en la matière est

certaines compréhensible car, si elle ne maintenait pas une position financière saine, il lui serait difficile de se procurer des fonds sur les marchés financiers. Néanmoins, la hausse des taux d'intérêt est déplorable.

10. La deuxième question au sujet de laquelle la délégation voltaïque éprouve des appréhensions est la possibilité de voir interrompues les activités de l'IDA. Il faut espérer que la troisième reconstitution des fonds de l'Association sera menée à bien et que l'IDA sera en mesure de poursuivre ses activités après le 30 juin 1971. Les pays qui participent au financement de l'IDA doivent prendre les mesures nécessaires pour permettre au Président de la Banque de poursuivre son oeuvre. Toute interruption des activités de l'IDA aurait des répercussions néfastes sur l'économie de nombreux pays, particulièrement en Afrique.

11. Le troisième aspect qui préoccupe la Haute-Volta est l'affaiblissement de la volonté politique des pays développés de mobiliser les moyens financiers nécessaires à une action vigoureuse en vue du développement. Il faut espérer que les qualités et la réputation de M. McNamara les encourageront à jouer le rôle qui leur est dévolu.

12. La délégation voltaïque est satisfaite des conclusions que M. McNamara a tirées de ses récents voyages en Afrique. En effet, il y a tout lieu de se pencher sur les problèmes du chômage, de l'urbanisation et de l'industrialisation.

13. M. CUHRUK (Turquie) remercie M. McNamara pour son exposé documenté des rapports du Groupe de la Banque internationale. Au moment où il semble y avoir un tassement du volume de l'aide officielle aux pays en voie de développement, il est réconfortant de noter que la Banque déploie avec succès des efforts pour se procurer des fonds sur le marché mondial des capitaux. En 1969, ce succès s'est concrétisé par une augmentation fort opportune des engagements du Groupe par rapport à 1968; c'est avec satisfaction aussi que l'on note la place plus large qui est faite aux secteurs vitaux de l'agriculture et de l'enseignement.

14. Il faut espérer qu'avec l'adoption d'une stratégie internationale du développement pour les années 70, il y aura une plus grande coordination entre les activités du Groupe de la Banque et les activités financées par d'autres sources. Cette coordination sera facilitée par le rapport de la Commission Pearson, dont les recommandations peuvent contribuer à l'établissement de critères uniformes applicables aux politiques d'aide. La Turquie appuie fermement l'une des recommandations de la Commission Pearson, selon laquelle il y aurait lieu d'instituer un fonds destiné à subventionner, partiellement ou totalement, l'intérêt exigé sur les prêts de la Banque. Il s'agit là d'une question urgente du fait que les taux d'intérêt ont atteint un niveau tel qu'il est devenu très difficile aux pays en voie de développement d'obtenir de la Banque des prêts destinés à financer des projets de développement à long terme, en particulier lorsque ces pays sont déjà tenus d'effectuer des remboursements élevés au titre de la dette. Par conséquent, le rôle de l'IDA revêt encore davantage d'importance. La Turquie se réjouit de ce que la deuxième reconstitution des fonds de l'IDA ait été menée à bien et se félicite de la proposition de transférer à l'IDA, sous forme de don, une somme de 100

millions de dollars prélevée sur le revenu net de la Banque. Il faut espérer que les ressources de l'IDA pourront aussi être accrues grâce à la mise en vigueur du système des droits de tirage spéciaux.

15. La Turquie espère que l'on trouvera le moyen de porter les ressources de l'IDA à 1 milliard 500 millions de dollars en 1975, comme l'a recommandé la Commission Pearson. Pour allouer ses ressources, l'IDA doit tenir pleinement compte du fardeau que représente le service de la dette pour les pays en voie de développement. Des prêts doivent être octroyés pour financer des projets de développement à long terme et des projets exécutés dans les régions des pays en voie de développement qui ont un faible revenu par habitant, même lorsque ce revenu est relativement élevé si l'on considère le pays dans son ensemble.

16. La Turquie se réjouit de la réorganisation administrative de la Banque et de la création de nouveaux départements chargés des projets en matière de tourisme et de population. Cet élargissement des activités de la Banque démontre bien de quelle souplesse elle sait faire preuve pour satisfaire les besoins nouveaux. En particulier, la Turquie se réjouit de l'intérêt accru que la Banque porte à l'explosion démographique, qui a des incidences sur le processus de développement.

17. M. Cuhruk tient à exprimer officiellement la satisfaction de son gouvernement pour l'étroite coopération qui est en train de s'instaurer entre la Turquie et la Banque.

18. M. ABE (Japon) note que les chiffres cités dans les rapports annuels sont un éloquent témoignage des réalisations du Groupe de la Banque en faveur du monde en voie de développement.

19. La délégation japonaise a toujours souligné l'importance du développement agricole. Il est donc encourageant de noter que les fonds consacrés par le Groupe de la Banque au développement agricole ont doublé entre 1968 et 1969. L'aide à l'agriculture doit porter principalement sur la recherche fondamentale susceptible d'accroître la productivité. Suite à la mise au point du riz dit "miracle", par exemple, les Philippines ont été en mesure de comprimer leurs importations de denrées alimentaires et de consacrer les économies ainsi réalisées à d'autres secteurs du développement. Les semences améliorées, les engrais et les pesticides renforceront les chances d'expansion agricole; aussi faut-il espérer que le Groupe de la Banque continuera de couvrir les besoins en matière de recherche agricole. Vu l'importance de l'irrigation dans l'expansion de l'agriculture, on notera avec satisfaction que le Groupe de la Banque a financé l'installation ou la remise en état de réseaux d'irrigation et de drainage pour une superficie d'environ 15 millions d'hectares de terres.

20. Le Japon se réjouit de ce que le Groupe de la Banque ait augmenté le montant de ses prêts destinés à des projets en matière d'enseignement et qu'il ait l'intention de ne fournir une assistance en matière d'enseignement que lorsqu'elle est susceptible de contribuer de manière significative au développement économique et de s'intéresser à l'alphabétisation des adultes, à la planification à long terme en matière d'enseignement et aux nouvelles méthodes d'enseignement.

21. Il est intéressant de noter que le Département des projets démographiques qui vient d'être créé a conclu qu'en matière de population les pays en voie de développement avaient moins besoin d'une assistance financière que de conseils techniques. M. Abe espère que la Banque continuera d'aider les pays en voie de développement à résoudre ce problème.

22. Le fait que le Groupe de la Banque a l'intention de s'intéresser davantage que dans le passé au chômage, à l'urbanisation et à l'industrialisation constitue pour la délégation japonaise une source de satisfaction.

23. Il ressort des rapports à l'étude que le Groupe de la Banque s'intéresse davantage que par le passé à l'Afrique et à l'Amérique latine. Le Japon espère que le Groupe n'en négligera pas pour autant de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est qui, par habitant, bénéficient d'une aide moins importante que les pays d'Afrique ou d'Amérique latine. Il faut se féliciter à cet égard de ce que le Groupe de la Banque ait, pour la première fois, apporté son appui financier à l'Indonésie.

24. La deuxième reconstitution des ressources de l'IDA a été achevée en août 1969. En mai 1969, le Japon a annoncé son intention de participer à la deuxième reconstitution de ces fonds à raison de 66 480 000 dollars, et il a versé une première tranche de 22 160 000 dollars qui pouvait être engagée immédiatement, sans attendre la date fixée pour la deuxième reconstitution. M. Abe se réjouit de ce que les Administrateurs de la Banque aient recommandé qu'une somme de 100 millions de dollars prélevée sur le revenu net de la Banque pour 1969 soit virée à l'IDA à titre de don. Sa délégation espère que, par suite de l'accroissement de ses ressources, l'IDA sera en mesure d'élargir l'assistance qu'elle fournit aux pays en voie de développement grâce à ses prêts octroyés à des conditions souples.

25. Pour conclure, M. Abe dit que sa délégation apprécie l'oeuvre de la Commission Pearson dont elle étudiera le rapport avec soin.

26. M. OLDS (Etats-Unis d'Amérique) se réjouit des efforts fructueux déployés pour renforcer les éléments du Groupe de la Banque. La Banque fait oeuvre extrêmement utile en donnant une orientation productive aux aspirations et frustrations de l'humanité et aux ressources naturelles, en veillant à ce que les ressources disponibles ne soient pas gaspillées, en étayant l'effort de développement sur une base solide pour tenir compte des besoins de l'homme, et en élargissant les perspectives de succès grâce à une planification à long terme.

27. Bien qu'il s'agisse d'une question extrêmement délicate et difficile, le problème de la population et de la planification de la famille n'en est pas moins crucial; M. Olds se réjouit de ce que la Banque soit consciente de la complexité et de la nature délicate de cette question, et il souligne qu'il importe de la considérer dans la perspective plus large de la mise en valeur des ressources humaines. S'agissant de l'agriculture, il faut insister sur les recherches susceptibles d'entraîner un accroissement de la productivité; en matière d'enseignement, il faut mettre l'accent sur l'élargissement des capacités humaines. Les problèmes de l'emploi et de l'urbanisation sont liés en ce sens que l'un et

l'autre résultent des efforts faits pour accélérer le développement économique; l'un et l'autre de ces problèmes montrent aussi clairement que l'on ne peut négliger les incidences sociales des initiatives prises pour augmenter le produit national brut. Il est évident que la science et la technique, pour bénéfiques qu'elles soient, ne sauraient cependant être appliquées sans discrimination; elles doivent être adaptées à la capacité d'industrialisation, à l'équilibre et à la diversification de la productivité d'un pays et de sa population.

28. M. Olds partage l'inquiétude qui se fait jour par suite de l'augmentation des taux d'intérêt et des effets cumulatifs du service de la dette. Il faut explorer toutes les possibilités de résoudre ce problème. Il importe aussi d'établir un équilibre géographique dans les efforts et M. Olds ne croit pas que la place plus large faite à l'Afrique et à l'Amérique latine dans les programmes de la Banque doive nécessairement détourner l'attention d'autres régions. Il se réjouit de l'accent placé par le Groupe de la Banque sur l'approche intégrée au développement, qui comprend des aspects quantitatifs et qualitatifs, tient compte des réalités humaines et sociales aussi bien qu'économiques et embrasse l'agriculture, l'industrie et l'emploi. M. Olds relève cinq éléments d'importance vitale : les innovations permises par l'investissement de capitaux de risque; l'importance qu'il y a à mobiliser les ressources du secteur privé; les efforts faits pour lier les ressources humaines et techniques au capital et à la main-d'oeuvre; l'analyse globale objective qui résultera de l'établissement de rapports économiques par pays plus fréquents et plus détaillés; et le modèle de coopération et de coordination que le Groupe de la Banque constitue pour l'ensemble des Nations Unies dans leurs efforts en vue d'harmoniser les activités bilatérales et multilatérales.

29. Le Gouvernement des Etats-Unis procède actuellement à l'examen du rapport de la Commission Pearson qui, selon M. Olds, sera amené à jouer un rôle important dans l'effort international de développement. Le représentant des Etats-Unis apprécie le réalisme, le bon sens, le courage moral et le ton des auteurs du rapport qui, espère-t-il, ranimera la volonté des gouvernements de prendre les mesures politiques qui s'imposent. Favoriser l'épanouissement de la personne humaine en veillant à son bien-être économique et social constitue la meilleure défense contre les frustrations qui pourraient détruire le monde moderne si on ne les contrôle pas.

30. M. ALLEN (Royaume-Uni) dit que M. McNamara n'a pas déçu les espoirs de ceux qui avaient vu dans sa nomination à la présidence du Groupe de la Banque le prélude à l'action. Dans sa déclaration à la reprise de la quarante-cinquième session du Conseil en 1968 (1571ème séance), le Président de la Banque avait indiqué que dans trois secteurs, à savoir ceux de la population, de l'enseignement et de l'agriculture, les activités devraient être intensifiées. Il avait aussi indiqué que l'Afrique et l'Amérique latine feraient l'objet d'une attention accrue. Dans tous ces domaines, des mesures sont déjà en cours d'application : c'est ainsi que pendant l'année écoulée les prêts et crédits accordés aux pays d'Afrique ont augmenté de près de 150 p. 100. La délégation du Royaume-Uni se félicite de l'occasion qui lui est ainsi offerte chaque année d'examiner les activités du Groupe de la Banque; au fur et à mesure que les activités de la Banque en matière de développement qui

ont été décrites dans le rapport se ramifieront, les réunions de ce genre deviendront de plus en plus utiles et il faudra rendre plus étroits les rapports avec la Banque. Il convient de garder présent à l'esprit, sans sous-estimer l'ampleur des travaux du PNUD, que les opérations de la Banque comprennent l'octroi de prêts et de crédits nouveaux dont le total pour l'exercice 1969 représente 10 fois environ le montant dépensé par le PNUD.

31. La délégation du Royaume-Uni note aussi avec satisfaction que la Banque a créé un nouveau département chargé des projets de population. On doit reconnaître qu'il s'écoule un temps très long entre les décisions visant à limiter l'accroissement démographique et leurs effets sur la nutrition, l'enseignement et l'emploi; cependant, si le problème est l'un de ceux qui se poseront longtemps, on ne peut mettre en doute son urgence. L'enseignement, pour sa part, requiert une planification plus rationnelle et à plus long terme, plus directement liée aux plans de développement économique et social; aussi la délégation britannique a-t-elle noté avec satisfaction que la Banque lance des projets en vue d'étudier de nouvelles techniques d'enseignement.

32. Pour aider le développement, c'est l'agriculture qui pourrait jouer le rôle le plus important, en particulier grâce à l'expansion de la production massive de protéines peu coûteuses. M. Allen se plaît donc à relever que la Banque a l'intention de contribuer à la promotion de la recherche agricole et qu'elle n'ignore pas que la recherche, à elle seule, ne suffit pas et que d'autres éléments sont indispensables, comme l'amélioration de l'exploitation, la réforme agraire, la mise en valeur des terres, la fabrication d'engrais et d'insecticides, l'existence de moyens de transport, de centres régionaux de stockage, de services de commercialisation et l'octroi de crédits.

33. On ne connaît que très peu de chose sur les problèmes du chômage, de l'urbanisation et de l'industrialisation, ou sur la solution de ces problèmes. Leur ampleur est bouleversante; les grandes villes, dans les pays en voie de développement, voient leur taille doubler tous les 10 ans, et il faudrait des ressources énormes pour fournir même une infrastructure et des services minimaux aux populations urbaines dont on peut prévoir l'effectif qu'elles atteindront avant la fin du siècle. En choisissant les secteurs qui recevront une attention particulière, le Groupe de la Banque a agi judicieusement et il faut espérer que les progrès seront rapides.

34. L'augmentation importante des programmes du Groupe de la Banque est due en partie à la deuxième reconstitution des ressources de l'IDA, pour laquelle certains pays membres, dont le Royaume-Uni, ont fait des versements anticipés. Le fait que la Banque a pu se procurer 1 milliard 224 millions de dollars sur les marchés internationaux des capitaux pendant l'année écoulée confirme non seulement sa réputation d'établissement financier solide, mais aussi la nécessité pour elle de suivre des politiques bancaires rationnelles. Le Gouvernement du Royaume-Uni appuie vigoureusement la proposition du Président de la Banque tendant à ce que les discussions relatives à la troisième reconstitution des fonds de l'IDA commencent sans tarder.

35. La délégation du Royaume-Uni se félicite de la décision prise par les Administrateurs du Fonds monétaire international et de la Banque d'accorder des facilités de financement compensatoire en vue d'apporter une assistance à court terme aux membres qui éprouvent des difficultés pour équilibrer leur balance des paiements, ainsi que de financer des stocks régulateurs internationaux. La responsabilité doit continuer d'appartenir au premier chef aux gouvernements des divers pays et aux conseils de produits de base, mais la Banque et le Fonds ont encore largement la possibilité d'accroître leurs activités dans ce domaine. La résolution 60 (IX) du Conseil du commerce et du développement, qui invite la Banque à élaborer le moyen d'appliquer des mesures financières supplémentaires, est donc judicieuse. La Banque pourrait rendre un service unique grâce à son programme de monographies économiques par pays, qui constitue une source impartiale et très bien informée de rapports précis sur le développement rédigés par des spécialistes qualifiés; aussi faut-il espérer que les documents en question seront détaillés et à jour. Ces rapports fourniront une base précieuse pour mettre au point, amender ou mettre à jour, des plans de développement qui pourraient être utiles aux gouvernements et aux autorités internationales et constitueraient une base objective pour évaluer les progrès réalisés pendant la deuxième Décennie du développement.

36. Le rapport de la Commission Pearson intéressera pendant un certain nombre d'années l'ensemble des activités de développement, notamment les programmes du Groupe de la Banque. Les organismes internationaux et les gouvernements devraient l'examiner et appliquer, dès que possible, les propositions qu'ils jugent utiles. Comme le Premier Ministre du Royaume-Uni l'a dit, ce rapport confirme aux artisans du développement la conviction de l'utilité de leur tâche; aussi le Gouvernement du Royaume-Uni l'étudiera-t-il avec intérêt.

37. M. SAHLOUL (Soudan) constate avec satisfaction qu'au cours de l'exercice 1969 le Groupe de la Banque a réussi à doubler le volume de ses engagements par rapport à l'exercice précédent; aussi espère-t-il que la nouvelle direction dynamique de la Banque engagera le Groupe dans des voies nouvelles qui tiendront compte des besoins véritables de la majorité des pays en voie de développement. De nouvelles perspectives s'ouvrent déjà : les projets de population et les investissements en matière d'enseignement aideront sans aucun doute de nombreux pays en voie de développement à résoudre de graves problèmes qui ont miné les progrès réalisés jusqu'ici par eux. Des problèmes tels que ceux du chômage et de l'urbanisation proviennent, en fait, de ce que le Groupe avait attribué une priorité trop élevée au développement de l'infrastructure. Il se peut que l'IDA et la SFI aient contribué à des secteurs directement productifs, mais le plan de reconstitution des ressources de l'IDA est bien au-dessous des besoins réels des pays en voie de développement. Pendant l'exercice 1969, les engagements de l'IDA ont atteint 385 millions de dollars et, d'ici à juin 1970, les ressources restantes auront été allouées. Il faudra donc qu'une troisième reconstitution des ressources permette de regarnir les coffres avant cette date; c'est pourquoi la délégation soudanaise se demande si les fonds seront fournis à temps et si leur volume sera en rapport avec l'accroissement des besoins des pays en voie de développement.



38. La SFI a joué un rôle utile pour le développement du secteur privé, mais sa contribution serait bien plus grande si ses opérations étaient réorientées compte tenu du fait qu'en raison de la faiblesse de leurs revenus, les pays en voie de développement n'ont qu'une capacité insuffisante d'épargner et d'investir. Dans de nombreux cas, les gouvernements doivent fournir au titre des projets des fonds qui s'ajoutent aux capitaux privés investis, ce qui leur interdit ainsi de bénéficier d'une assistance de la SFI. Tel est, en particulier, le cas des projets de taille moyenne dans l'industrie. La délégation soudanaise est heureuse de constater que le Groupe de la Banque accorde davantage d'attention aux projets industriels, mais elle estime qu'une intensification de la coopération avec l'ONUDI, sur le modèle des relations qui existent entre le Groupe et la FAO, est souhaitable. La SFI devrait s'attacher davantage à déterminer les projets qui devraient recevoir une assistance dans les pays en voie de développement. On ne saurait considérer l'industrialisation sans tenir compte des facteurs externes qui sont décisifs pour établir les plans et intensifier les activités. Le Président de la Banque a déclaré que les pays en voie de développement, qui sont tentés d'investir largement dans les industries dont les produits peuvent remplacer les produits importés, protègent tellement ces industries qu'elles ne sont guère incitées à rester compétitives et efficaces; aussi a-t-il préconisé qu'on encourage les industries travaillant pour l'exportation. Toutefois, comme très peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne les systèmes de préférences, les pays en voie de développement n'ont pas le choix et doivent poursuivre leur politique actuelle qui consiste à créer de plus en plus d'industries dont les produits doivent remplacer les importations. L'ajournement récent de la réunion du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne, qui devait être consacrée à l'examen des systèmes de préférences, et l'attitude négative des autorités américaines montrent que les pays en voie de développement ne peuvent concentrer leurs efforts sur les industries travaillant pour l'exportation si les pays développés ne modifient pas radicalement leur attitude.

39. A titre d'observation générale touchant la répartition des engagements du Groupe de la Banque dans les divers secteurs du développement, il vaut la peine de noter que, sur un total de 1 milliard 800 millions de dollars engagés en 1969, près de 1 milliard de dollars sont consacrés aux services publics, 81 800 000 dollars à l'enseignement et 367 300 000 dollars à l'agriculture, alors que 241 millions de dollars seulement ont été alloués au développement industriel. En raison du chiffre élevé des capitaux que les pays en voie de développement ont investis à un taux d'intérêt défavorable dans des projets intéressant l'infrastructure, la charge du service de la dette de ces pays se trouve alourdie et les problèmes concomitants du chômage et de l'urbanisation sont accrus. La situation est encore aggravée par le manque d'investissements, tant internes qu'externes, pour des projets productifs tels que ceux que l'infrastructure devrait permettre d'exécuter. Le Groupe de la Banque devrait accorder davantage d'attention à ce genre de projets.

40. M. SULEIMAN (Libye) note avec satisfaction la mesure de grande portée que la Banque a prise en s'intéressant davantage aux grands secteurs — enseignement, population et agriculture. La Libye attache une importance particulière à l'enseignement et lui consacre une part

importante de son budget, s'efforçant par là de venir à bout de la pénurie de spécialistes qualifiés, qui est l'un des grands obstacles à tout progrès réel dans les domaines économique et social. La Banque peut jouer un rôle extrêmement utile non seulement par son aide financière mais aussi par son expérience dans ce secteur vital, et M. Suleiman a été heureux d'entendre le Président déclarer que désormais la Banque ferait porter ses efforts, dans le domaine de l'enseignement, moins sur la construction proprement dite que sur l'administration des écoles, la formation des enseignants, l'établissement des programmes, les innovations dans les techniques pédagogiques et la planification à long terme de l'enseignement, questions directement liées à la stratégie du développement de l'économie dans son ensemble.

41. M. MARTOHADINEGORO (Indonésie) déclare que la délégation indonésienne est heureuse de noter qu'il a été possible à la Banque d'attirer une plus grande part des capitaux mondiaux et qu'elle a réussi à reconstituer les ressources de l'IDA. L'Indonésie étant l'un des pays bénéficiaires de ses programmes, elle apprécie l'aide de la Banque dans le domaine de la planification de la famille, qui est de plus en plus important pour le succès de la croissance économique; pour la première fois, le Gouvernement indonésien a ouvert des crédits pour la planification de la famille. Il est encourageant de noter que la Banque s'intéresse de plus en plus aux politiques de la population, à l'agriculture, à l'enseignement, au chômage, à l'urbanisation et à l'industrialisation. C'est surtout à ces secteurs que l'Indonésie consacre ses efforts et ses ressources au titre de son plan de développement quinquennal.

42. En 1968, le Gouvernement indonésien est parvenu à la stabilité monétaire. L'Indonésie n'est pas seule dans sa lutte contre l'inflation et pour la stabilité dans la croissance; la montée des pays en voie de développement en Amérique latine, en Afrique et en Asie est peut-être l'un des événements historiques les plus spectaculaires du XXème siècle, mais elle ne peut pas continuer si les pays industrialisés ne continuent pas eux aussi à se développer dans la stabilité. Le rythme de la croissance économique des pays industrialisés rend les riches relativement plus riches et les pauvres relativement plus pauvres. Néanmoins, à part quelques exceptions, leur croissance économique est gênée par l'instabilité monétaire. De plus, les crises monétaires internationales périodiques ont des effets néfastes non seulement pour les pays directement intéressés mais aussi pour le monde en voie de développement, puisqu'elles touchent les réserves monétaires, le commerce, l'apport de capitaux et, donc, tout son développement économique. L'instabilité des marchés monétaires entrave également l'activité de la Banque internationale et des banques de développement régionales.

43. La délégation indonésienne se félicite de la coopération étroite du PNUD et de la Banque. L'importance que le PNUD donne au préinvestissement permet à la Banque et aux autres institutions de fournir plus facilement les ressources nécessaires. Par ailleurs, le financement supplémentaire étant tout aussi important pour le développement économique, la délégation indonésienne est heureuse de l'attention que le Groupe de la Banque accorde à cette question. Il faut espérer que les réserves faites par certains pays développés seront levées et que les efforts de la

Banque permettront de mettre à exécution prochainement un plan de financement supplémentaire. La délégation indonésienne espère en outre que la Banque jouera un rôle plus important dans la préparation et la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement.

44. M. McNAMARA (Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement) remercie, au nom des Administrateurs de la Banque, des félicitations qui ont été adressées au Groupe de la Banque pour ses opérations de l'année 1969. Un grand nombre des observations faites au cours du débat seront examinées par lui-même et les Administrateurs au cours des mois à venir, mais il tient à répondre à quatre observations précises.

45. En premier lieu, il a noté avec intérêt au cours des débats que les travaux de la Commission Pearson suscitaient chez tous attention et soutien. Il vient d'apprendre que la Deuxième Commission doit examiner le rapport et que M. Pearson sera invité à participer au débat. Comme le représentant de l'Argentine (1639<sup>ème</sup> séance), il pense que la principale utilité du rapport doit être dans les mesures auxquelles il aura donné lieu.

46. Deuxièmement, lui-même et ses administrateurs partagent la préoccupation exprimée au Conseil concernant le taux d'intérêt de la Banque. Il ne faut pas oublier que la Banque elle-même a récemment dû emprunter au taux de 8 p. 100. Il aimerait cependant souligner que lui-même et ses administrateurs ont la ferme intention de réduire dès que possible le taux d'intérêt de la Banque, qui est actuellement de 7 p. 100.

47. En troisième lieu, plusieurs représentants ont parlé d'une stabilisation des prix des produits de base. Il partage cette préoccupation; comme l'a fait observer le représentant de la Haute-Volta, les produits de base constituent 80 à 90 p. 100 des exportations des pays en voie de développement et ils sont soumis sur les marchés mondiaux à des fluctuations contre lesquelles ils ne peuvent lutter. M. McNamara pense aussi qu'il est souhaitable de conclure d'autres accords sur les produits de base, et la Banque fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la conclusion et la mise en application de nouveaux accords négociés ou souhaités.

48. En quatrième lieu, de nombreux représentants se sont déclarés préoccupés par le fardeau que représente pour les pays en voie de développement le service de la dette. Il faut avant tout accroître le volume de l'aide accordée à des conditions avantageuses et en assouplir les termes. Il est donc important que l'on négocie une troisième reconstitution des ressources de l'IDA. A une récente réunion du Conseil des gouverneurs du FMI, le débat a porté sur la création de droits de tirage spéciaux et leur répercussion sur l'accroissement de l'aide accordée à des conditions avantageuses. Tous n'ont pas admis qu'il existait un lien réel entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement, mais il a été généralement admis que les droits de tirage spéciaux permettraient aux pays dits de la première partie de fournir plus facilement une aide. Il est cependant souhaitable que la contribution aux ressources mondiales disponibles que constitueraient les droits de tirage spéciaux crée en fait des conditions plus favorables à l'accroissement de l'aide au développement, comme l'a

récemment déclaré le Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni.

49. Le PRESIDENT propose que le Conseil adopte le projet de résolution suivant :

*"Le Conseil économique et social*

*"Prend acte avec satisfaction du rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement ainsi que du rapport de la Société financière internationale."*

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

### **Procédure pour l'examen du rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/4751)**

50. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) rappelle qu'à la 1637<sup>ème</sup> séance, au cours de sa session d'été, le Conseil a proposé que le Secrétaire général examine les deux questions distinctes du rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE). En ce qui concerne le premier de ces rapports, il a été suggéré qu'il n'était peut-être pas nécessaire que le Conseil l'examine avant que l'Assemblée générale en soit saisie. Le Secrétaire général, après avoir étudié la question de près et consulté le Haut Commissaire, est arrivé à la conclusion que la meilleure formule serait de maintenir le rapport annuel du Haut Commissaire à l'ordre du jour de la session d'été du Conseil, étant entendu qu'il serait transmis à l'Assemblée générale sans débat à moins que le Conseil n'en décide autrement, sur la demande expresse d'un ou de plusieurs de ses membres au moment de l'adoption de l'ordre du jour. Le Secrétaire général estime que ce serait là la meilleure façon d'alléger les travaux du Conseil, tout en lui permettant de voir le rapport du Haut Commissaire et d'en discuter s'il le désire. Le Conseil est donc saisi d'une proposition visant à ce que le rapport du Haut Commissaire soit maintenu à son ordre du jour mais ne fasse pas l'objet d'une discussion, à moins qu'il n'en soit décidé autrement.

51. En ce qui concerne le rapport du FISE, le Secrétaire général a examiné, en consultation avec le Directeur général de cet organisme, la proposition faite lors de la session d'été du Conseil, à savoir qu'il n'était peut-être pas nécessaire que l'Assemblée générale soit saisie du rapport du FISE puisqu'il était déjà examiné par le Conseil. On est arrivé à la conclusion qu'il pouvait parfois être nécessaire d'examiner les questions relatives au FISE dans un organe intergouvernemental où tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies seraient représentés. Par conséquent, la question devrait être maintenue à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, mais il suffirait peut-être que l'Assemblée l'examine tous les deux ans seulement. Cette proposition aurait l'effet d'alléger le programme de travail de l'Assemblée tout en permettant l'examen de cette question à une tribune appropriée où tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies seraient représentés.

52. M. ALLEN (Royaume-Uni) dit que la délégation britannique a soulevé à la session d'été les deux questions mentionnées. Pendant des années, la pratique a voulu que le Conseil et l'Assemblée générale examinent tous les deux, chaque année, les deux rapports annuels. Il n'est peut-être pas nécessaire que cette pratique se poursuive. Mais cette suggestion ne doit pas être considérée comme un jugement de valeur sur les travaux accomplis par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou par le FISE; la preuve en est la décision prise récemment par le Royaume-Uni d'accroître de 20 p. 100 sa contribution au FISE en 1970.

53. En ce qui concerne le rapport du Haut Commissaire, le Comité exécutif ne se réunit qu'une fois par an, en automne; aussi, lorsque le Conseil examine le rapport l'été suivant, ce rapport est loin d'être à jour. Le Royaume-Uni a donc proposé que le rapport du Haut Commissaire soit présenté uniquement à l'Assemblée générale. Pour ce qui est du FISE, cependant, ses activités dans le domaine du développement sont de plus en plus liées à celles d'autres institutions internationales; il serait donc approprié que son rapport soit présenté au Conseil et non pas à l'Assemblée générale. C'est pourquoi les suggestions du Secrétaire général ne correspondent pas exactement à ce qu'a proposé le Royaume-Uni. Cependant, elles constituent déjà un jalon dans la bonne voie et la délégation britannique les appuiera, tout en se réservant le droit de soulever à nouveau la question de la procédure à suivre à une date ultérieure peut-être après que les nouveaux arrangements suggérés par le Secrétaire général, s'ils sont adoptés par le Conseil auront été mis à l'essai pendant quelque temps.

54. M. VIAUD (France) juge acceptables les propositions du Secrétaire général. La France a appuyé les suggestions du Royaume-Uni. Les propositions dont est maintenant saisi le Conseil ne correspondent pas exactement aux vues que la délégation française a exprimées au sujet de la réorganisation des travaux du Conseil; la France pense que les problèmes pourraient être regroupés de façon à pouvoir réduire le nombre des déclarations. Toutefois, les propositions actuelles, qui sont un pas dans la bonne direction, sont tout à fait opportunes.

55. Même si le Conseil ne doit pas examiner le rapport du Haut Commissaire, à moins qu'il n'exprime le désir de le faire, le Haut Commissaire devra néanmoins présenter son rapport chaque année, car sa déclaration est extrêmement utile et sa présence témoigne du lien qui existe entre le Haut Commissariat et le Conseil, organe central de coordination des activités des institutions internationales.

56. En ce qui concerne le rapport du FISE, M. Viaud croit comprendre que le Conseil recommandera à l'Assemblée générale de procéder à une discussion distincte du rapport du FISE à la Troisième Commission tous les deux ans seulement et non pas chaque année. Si le Conseil approuve cette procédure, M. Viaud présume qu'on peut laisser au Secrétariat le soin de rédiger la recommandation à l'Assemblée générale, mais il aimerait avoir une idée du texte que le Conseil sera appelé à approuver. Par ailleurs, il n'est pas dit clairement si le Conseil examinera le rapport du FISE tous les ans ou tous les deux ans et si le Conseil d'administration du FISE continuera de se réunir chaque année.

57. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les propositions du Secrétaire général, telles qu'elles sont exposées dans sa note (E/4751), sont dans l'ensemble acceptables. Il pense, cependant, comme le représentant de la France, que les propositions touchant le FISE, qui figurent au cinquième paragraphe de ce document, ne sont pas claires. Il juge tout à fait acceptable que l'Assemblée n'examine le rapport du FISE que tous les deux ans, mais le Conseil devrait l'étudier chaque année afin de s'acquitter de ses fonctions de coordination.

58. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) pense également que le Conseil devrait continuer d'examiner le rapport du FISE chaque année et que cela ne ressort pas clairement du cinquième paragraphe de la note du Secrétaire général. Il importe, du point de vue de la coordination, d'avoir à ce sujet une discussion annuelle puisque d'autres activités de caractère opérationnel sont examinées chaque année. Si le Haut Commissaire vient chaque année devant le Conseil présenter son rapport, il ne fait pas de doute qu'un certain nombre de représentants se verront dans l'obligation de prendre la parole pour le féliciter ou le remercier officiellement. Par conséquent, il serait préférable que le Haut Commissaire ne vienne présenter son rapport que les années où le Conseil doit l'examiner en vertu de la procédure proposée au troisième paragraphe de la note du Secrétaire général.

59. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) estime que l'on pourrait résoudre les questions soulevées par les représentants de la France et des Etats-Unis en insérant les mots "ou du Haut Commissaire" après le mot "membres", à l'avant-dernière ligne du troisième paragraphe.

60. En ce qui concerne le FISE, il a été demandé au Secrétaire général à la session d'été d'envisager si la question devait être examinée par l'Assemblée générale chaque année, mais on n'a pas posé la question de l'examen du rapport du FISE au Conseil. Aussi a-t-on présumé que le Conseil continuerait d'examiner le rapport à sa session d'été, selon la procédure actuelle. La recommandation faite au cinquième paragraphe figurera dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale, dont l'attention sera appelée sur ce point.

61. M. DECASTIAUX (Belgique) dit que, si le rapport du FISE est examiné chaque année par le Conseil et tous les deux ans par l'Assemblée générale, cette dernière sera saisie de deux rapports certaines années.

62. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) dit que chaque année le Conseil traite, dans son rapport, de bien des questions qui ne font pas l'objet de points distincts de l'ordre du jour. L'examen du rapport du FISE figurerait, dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale au titre du point 12 de l'ordre du jour. Le rapport du FISE ne ferait pas l'objet d'un point distinct, à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement.

63. M. VIAUD (France) suggère que, pour le moment, le Conseil se borne à examiner les propositions formulées dans la note du Secrétaire général quant à la fréquence de l'examen du rapport du FISE par l'Assemblée générale. Cependant, il espère que le Conseil reprendra ultérieurement la question de son propre examen du rapport dans le cadre de son organisation intérieure, ou peut-être dans celui du programme de travail de 1970.

64. Le **PRESIDENT** propose que le Conseil adopte les recommandations présentées par le Secrétaire général dans sa note.

*Les recommandations du Secrétaire général contenues dans le document E/4751 sont adoptées.*

*Organisation des travaux (E/L.1282/Add.1)*

65. Le **PRESIDENT** propose au Conseil d'inscrire à l'ordre du jour de la reprise de sa quarante-septième session les

deux questions nouvelles qui figurent dans la note du Secrétaire général (E/L.1282/Add.1), à savoir la nomination à un siège vacant au Comité de la planification du développement et le rapport sur les réunions communes du Comité du programme et de la coördination et du Comité administratif de coordination.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 17 h 20.*